



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté préfectoral complémentaire

portant modification de la situation administrative et des conditions d'exploitation du centre de tri de déchets ménagers, du centre de transit et de la déchetterie professionnelle de la Société SUEZ RV CENTRE OUEST située au 4, route de Conneuil sur la commune de Montlouis-sur-Loire (37270).

SAIPP/BE/ N°21368

Le préfet d'Indre-et-Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son article R.186-46-I du code de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement et notamment son article 64.

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales (art L. 512-7) du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales (art L. 512-7) du 22/12/2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales (art L. 512-7) du 06/06/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales (art L. 512-7) du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales (art L. 512-7) du 06/06/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (applicable à compter du 01/07/18 ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales (art L. 512-7) du 15/10/2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2715 ;

Vu le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) approuvé le 28 novembre 2023 ;

Vu l'arrêté d'autorisation n° 15765 du 12 octobre 2000 autorisant la société Genet à exploiter un centre de tri de déchets industriels banals et de déchets ménagers en ZAC de Conneuil à Montlouis-sur-Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 18101 du 10 mai 2007 autorisant la société SITA CENTRE-OUEST à poursuivre l'exploitation d'un centre de tri de déchets ménagers et assimilés, à augmenter sa capacité, à exploiter un centre de transit et une déchetterie réservée aux professionnels, au 4, route de Conneuil à Montlouis-sur-Loire et valant agrément pour la valorisation des déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages ;

Vu les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 19 110 du 17 novembre 2011 et n° 19 110 bis du 12 octobre 2012 portant modification de la situation administrative des installations exploitées par la société SITA CENTRE OUEST à Montlouis-sur-Loire ;

Vu le récépissé n°20 411 du 4 novembre 2016 actant la déclaration de changement de dénomination sociale au profit de la société SUEZ RV CENTRE OUEST ;

Vu le dépôt du « porter à connaissance » du 30 juillet 2024 de la société SUEZ RV CENTRE OUEST relatif à une demande de mise à jour de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2007, notamment sur :

- la modification de la zone de chalandise ;
- la suppression de la rubrique 1530 ;
- l'actualisation des horaires d'ouvertures ;
- la modification de la fréquence de vérification de la fosse d'égouttage des jus des ordures ménagères ;
- la suppression de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2007 ;

Vu le rapport du 9 octobre 2024 de l'inspection des installations classées ;

Vu la communication au pétitionnaire du rapport et des propositions de l'inspection des installations classées susvisé, par courrier du 21 octobre 2024 ;

Vu l'absence d'observation formulée par le pétitionnaire sur ce projet dans le délai imparti ;

CONSIDÉRANT que la demande, exprimée par la société SUEZ RV CENTRE OUEST, relative à la modification de la zone de chalandise est conforme au Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de la région Centre-Val de Loire ;

CONSIDÉRANT que la demande, exprimée par la société SUEZ RV CENTRE OUEST relative à une demande de mise à jour de l'arrêté préfectoral du 10 mai 2007 ne remet pas en cause la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté ;

CONSIDÉRANT qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement ou sur la santé justifiant une évaluation environnementale autres que ceux qui seront évalués dans le dossier de « porter à connaissance » ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du département d'Indre-et-Loire ;

ARRÊTE

TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION

La société SUEZ RV CENTRE OUEST, enregistrée sous le numéro SIREN 343 004 511, dont le siège social est situé ZA de Conneuil 6 rue Gaspard Monge 37270 MONTLOUIS-SUR-LOIRE est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de MONTLOUIS-SUR-LOIRE, au 4 route de Conneuil (coordonnées Lambert 93 X=534302 et Y=6701568), les installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

À l'exception des articles 1, les prescriptions des arrêtés préfectoraux suivants sont abrogés :

- l'arrêté préfectoral n° 18101 du 10 mai 2007 autorisant la société SITA CENTRE-OUEST à poursuivre l'exploitation d'un centre de tri de déchets ménagers et assimilés, à augmenter sa capacité, à exploiter un centre de transit et une déchetterie réservée aux professionnels, au 4, route de Conneuil à Montlouis-sur-Loire et valant agrément pour la valorisation des déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages" ;
- les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 19 110 du 17 novembre 2011 et n° 19 110 bis du 12 octobre 2012 portant modification de la situation administrative des installations exploitées par la société SITA CENTRE OUEST à Montlouis-sur-Loire ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 21212 du 26 juin 2023 portant actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations de la société SUEZ RV CENTRE OUEST.

ARTICLE 1.1.3 INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION OU SOUMISES A ENREGISTREMENT

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L.181-1 du code de l'environnement.

CHAPITRE 1.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'installation est visée par les rubriques de la nomenclature suivantes :

Rubrique	A, E, DC, D	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantités, volumes et surfaces autorisés
2791.1	A	Installations de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782 et 2971. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	Installations de traitement de déchets dangereux	Q = 80 t/j de déchets pressés

Rubrique	A, E, DC, D	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantités, volumes et surfaces autorisés
2718.1	A	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exception des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t.	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses	Q = 5 tonnes
2716.1	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715, et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³ .	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux, non inertes	V = 2 400 m ³
2714.1	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³ .	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, bois	V = 6 700 m ³
2710.2a	E	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 2. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptible d'être présent dans l'installation étant : a. Supérieur ou égal à 300 m ³ .	Déchetterie aménagée pour la collecte de matériaux apportés par les professionnels	V = 600 m ³

Rubrique	A, E, DC, D	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantités, volumes et surfaces autorisés
2711.2	D.C	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	Transit, regroupement, tri d'équipements électriques et électroniques mis au rebut	V = 400 m ³
2713.2	D	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 2. Supérieure ou égale à 100 m ² et inférieure à 1 000 m ² .	Transit, regroupement, tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux	S = 310 m ²
2715	D	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m ³	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre	V = 250 m ³

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE)**

En application de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

L'installation est visée par la rubrique de la nomenclature eau suivante :

Rubrique	Désignation des activités	Grandeurs caractéristiques	Régime
2.1.5.0	Rejets d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin versant naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1. Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2. Supérieure à 1 ha, mais inférieure à 20 ha (D)	Surfaces imperméabilisées : environ 2,24 ha	D

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles	Lieu-dit
Montlouis-sur-Loire	section ZM 291, 294, 372, 374, 375, 377, 413 et 414	Z.A. de Conneuil

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

La surface de l'emprise de l'installation est de 22 455 m².

ARTICLE 1.2.3. AUTRES LIMITES DE L'AUTORISATION

L'établissement comprend en particulier :

1- Un bâtiment de 3 462 m², dans lequel sont réalisées les opérations de tri et de conditionnement de déchets ménagers issus de la collecte sélective et de stockage de déchets industriels non dangereux ; il abrite :

- une aire de réception ;
- une chaîne de tri ;
- des unités de conditionnement (de type presse à balles) ;
- une zone de stockage des produits triés.

2- Un local de 169 m², où sont stockés des déchets dangereux.

3- Des aires extérieures où sont stockés des déchets en bennes ou mis en balles et des déchets en vrac dans des alvéoles (verre, bois, gravats...).

4- Un bâtiment de 2 492 m², comportant :

- une zone sur laquelle sont déchargées et regroupées, dans 2 alvéoles de 154 m², des ordures ménagères brutes ;
- une zone sur laquelle sont triés sommairement des Déchets Industriels Non Dangereux ;
- une zone de transit de déchets industriels non dangereux en mélange, de métaux, de cartons, de plastiques et de bois issus du tri sommaire des déchets industriels non dangereux, comportant 7 alvéoles.

5- Une déchetterie de 1 000 m², réservée aux professionnels, constituée d'une aire extérieure de déchargement comportant 8 alvéoles pour le stockage des déchets industriels non dangereux.

Les déchets sont stockés sur le site sans dépasser les capacités annuelles ci-dessous :

Rubrique	Capacité annuelle (tonnes)
2710-2	6 960
2517	6 000
2711*	4 000
2713	2 500
2714	27 000
2715	6 000
2716	68 500
2718	200

*Aucune opération de démantèlement des DEEE ne sera effectuée sur l'installation.

ARTICLE 1.2.4. HORAIRES DE FONCTIONNEMENT

L'établissement SUEZ RV CENTRE OUEST est exploité 24 h x 24 h, hors dimanches.

ARTICLE 1.2.5 CONTRÔLE DES ACCÈS

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.

L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

ARTICLE 1.2.6 STATUT DE L'ÉTABLISSEMENT

L'établissement n'est ni seuil haut, ni seuil bas, tant par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement, que par règle de cumul en application du point II de ce même article.

CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'AUTORISATION ET DE SON DOSSIER DE REPRISE D'ACTIVITÉ

ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ AU DOSSIER

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans la demande d'autorisation de l'exploitant du 23 juin 2006 et complété avec les éléments déposés par l'exploitant, accompagnant son « porter à connaissance » du 30 juillet 2024.

CHAPITRE 1.4. DURÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.4.1 DURÉE DE L'AUTORISATION ET CADUCITÉ

La présente autorisation cesserait de produire effet si l'installation n'était pas exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

CHAPITRE 1.5. MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

ARTICLE 1.5.1 MODIFICATION DU CHAMP DE L'AUTORISATION

En application des articles L.181-14 et R.181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.

ARTICLE 1.5.2 MISE À JOUR DE L'ÉTUDE DE DANGERS ET DE L'ÉTUDE D'IMPACT

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert

dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.5.3 ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.5.4 TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

ARTICLE 1.5.5 CHANGEMENT D'EXPLOITANT

En application des articles L.181-15 et R.181-47 du code de l'environnement, lorsque le bénéfice de l'autorisation est transféré à une autre personne, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent ce transfert.

ARTICLE 1.5.6 CESSATION D'ACTIVITÉ

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage de type industriel.

CHAPITRE 1.6. RÉGLEMENTATION

ARTICLE 1.6.1 INSTALLATIONS VISÉES PAR LA NOMENCLATURE ET SOUMISES À DÉCLARATION, ENREGISTREMENT OU AUTORISATION

À l'exception des dispositions du présent arrêté, s'applique à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

Dates	Textes
29/09/05	Arrêté relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.
04/10/10	Arrêté ministériel de prescriptions générales modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
15/10/10	Arrêté ministériel de prescriptions générales du 15/10/2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2715.
26/03/12	Arrêté ministériel de prescriptions générales du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Dates	Textes
06/06/18	du 06/06/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (applicable à compter du 01/07/18.
06/06/18	Arrêté ministériel de prescriptions générales du 06/06/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
31/05/21	Arrêté ministériel de prescriptions générales fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-4 et R.541-43-1 du code de l'environnement.
22/12/23	Arrêté ministériel de prescriptions générales du 22/12/2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 1.6.2 : RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Sauf dispositions particulières du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques 2710, 2711, 2713, 2714, 2715, 2716, 2718, 2791 également applicables.

CHAPITRE 1.7 CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1.71. DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour
- les récépissés de déclaration, preuves de dépôt de télédéclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions

doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.
Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

ARTICLE 1.7.2 OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;
- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

ARTICLE 1.7.3 CONSIGNES

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes d'exploitations précisent :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés doivent être notés sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 5.2.6 ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

ARTICLE 1.7.4 DÉCLARATION ET RAPPORT D'ACCIDENT OU D'INCIDENT

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations qui seraient de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Les rapports d'incident et d'accident mentionnés à l'article R.512-69 du Code de l'environnement sont transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

TITRE 2. PROTECTION DE LA QUALITE DE L'AIR

CHAPITRE 2.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations pour limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

ARTICLE 2.1.2 ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

ARTICLE 2.1.3 VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées, les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci. En tout état de cause, l'activité de l'installation ne doit pas nuire à la propreté de la voirie extérieure, ni être à l'origine de sa dégradation.

ARTICLE 2.1.4 ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. À défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

TITRE 3. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 3.1 PRÉLÈVEMENT ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 3.1.1. : ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau sont destinés uniquement à un usage sanitaire et éventuellement au nettoyage des engins et voiries en cas de besoins. Ces prélèvements sont réalisés sur le réseau public d'adduction d'eau. L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations.

L'utilisation d'eau doit être limitée par des systèmes qui en favorise l'économie.

Le relevé des volumes est mensuel et retranscrit sur un registre éventuellement informatisé.

ARTICLE 3.1.2. : PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT

Un réservoir de coupure ou bac de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes est installé afin d'éviter des retours de substances polluantes dans le réseau public d'adduction d'eau.

CHAPITRE 3.2. : COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 3.2.1. : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tous les effluents liquides sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu aux chapitres 3.3 ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

ARTICLE 3.2.2. : PLAN DES RÉSEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation,
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 3.2.3. : ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

CHAPITRE 3.3 CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX ET POINTS DE REJET

ARTICLE 3.3.1 POINT DE REJET

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux pluviales non polluées.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au point de rejet externe qui présente les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur	Point de rejet n° 1
Nature des effluents	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées : eaux provenant des voiries, des parkings, de l'aire de dépotage du carburant automobile et de remplissage des réservoirs des véhicules
Traitement avant rejet	Les eaux pluviales des voiries transitent par un séparateur à hydrocarbures.
Exutoire du rejet	Réseau communal d'eau pluviale
Contrôle des rejets	Contrôle avant rejet dans le réseau public.
Conditions de déversement	Autorisation
Disposition particulière	Vannes de barrage sur les exutoires au droit du séparateur à hydrocarbures.

Point de rejet vers le milieu récepteur	Point de rejet n° 2
Nature des effluents	Eaux domestiques
Exutoire du rejet	Réseau eaux usées
Station de traitement collective	Station d'épuration urbaine de MONTLOUIS-SUR-LOIRE

ARTICLE 3.3.2 CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

Article 3.3.2.1. : Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

Article 3.3.2.2. : Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

ARTICLE 3.3.3 : CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés au réseau doivent être exempts :

- de matières flottantes,

- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30°C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l.

ARTICLE 3.3.4 VALEURS-LIMITES À L'ÉMISSION DES EAUX PLUVIALES AVANT REJET AU RÉSEAU PUBLIC

Les eaux pluviales du point de rejet n°1 respectent les valeurs-limites suivantes avant rejet au réseau public :

Paramètres	Code sandre	Valeur limite applicable	Fréquence des analyses
Matières en suspension totale (MEST)	1305	100 mg/l	Annuelle
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	300 mg/l	
Demande biochimique en oxygène (DBO ₅)	1313	100 mg/l	
Métaux totaux (Somme de Ag+Al+As+Cd+Co+Cu+Cr+Fe+Hg+Mn+Ni+Pb+Sn +Zn)	8095	15 mg/l	
Arsenic et ses composés (en As)	1369	25 µg/l	
Cadmium et ses composés	1388	25 µg/l	
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	1389	0,1 mg/l	
Chrome hexavalent	1371	0,1 mg/l	
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	0,15 mg/l	
Mercuré et ses composés (en Hg)	1387	25 µg/l	
Nickel et ses composés	1386	0,2 mg/l	
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	0,1 mg/l	
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	0,8mg/l	
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	-	15 mg/l	
Indice Phénols	1440	0,3 mg/l	
Cyanures libres	1084	0,1 mg/l	
Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/l	
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	1117	25 µg/l (somme des 5 composés visés)	
Benzo(a)pyrène	1115		
Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène	-		

Paramètres	Code sandre	Valeur limite applicable	Fréquence des analyses
Somme Benzo(g, h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène	-		
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	1106	1 mg/l	

Sans préjudice du respect des valeurs qui précèdent, la qualité de ces eaux doit être telle qu'elle ne puisse perturber le milieu récepteur aval.

ARTICLE 3.3.5 EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

ARTICLE 3.3.6. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX DOMESTIQUES

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

ARTICLE 3.3.7 VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EFFLUENTS LIQUIDES NON DOMESTIQUES

Les installations ne rejettent pas d'effluents liquides non domestiques au réseau communal des eaux usées.

Les effluents non domestiques susceptibles de provenir des installations (jus d'égouttage des ordures ménagères...) sont traités comme des déchets, conformément aux dispositions du titre 6 DECHETS et titre 8 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES, ci-après.

TITRE 4. PROTECTION DU CADRE DE VIE

CHAPITRE 4.1. : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 4.1.1. : AMÉNAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

ARTICLE 4.1.2. : VÉHICULES ET ENGINS

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 4.1.3. : APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 4.2. : NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 4.2.1. : VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement).	Émergence admissible durant les horaires de fonctionnement inclus dans la période allant de 7h à 22h , sauf dimanches et jours fériés.	Émergence admissible durant les horaires de fonctionnement inclus dans la période allant de 22h à 7h , ainsi que dimanches et jours fériés.
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau précédent dans les zones à émergence réglementée.

Les zones à émergences réglementées sont définies comme suit :

- intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du présent arrêté d'autorisation de l'installation et de leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cours, jardin, terrasse...);
- Les zones constructibles définies par les documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du présent arrêté d'autorisation ;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cours, jardin, terrasse...), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

ARTICLE 4.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement, les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	JOUR (7h à 22h) sauf dimanches et jours fériés	NUIT (22h à 7h) ainsi que dimanches et jours fériés
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

La durée d'apparition d'un bruit particulier de l'établissement, à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

ARTICLE 4.2.3. MESURES PÉRIODIQUES DES NIVEAUX SONORES ET DE L'ÉMERGENCE

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la remise en service de l'installation puis tous les 3 ans.

ARTICLE 4.2.4. : VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 5. PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 5.1 : PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

CHAPITRE 5.2 : CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 5.2.1 : DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES ET COMPORTEMENT AU FEU

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.2.2 : INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES – MISE À LA TERRE

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

ARTICLE 5.2.3 : PROTECTION CONTRE LA FOUDRE

Les installations situées dans l'enceinte clôturée du centre de stockage sont protégées contre la foudre. Les dispositifs de protection contre la foudre en place sur le site sont conformes à la norme française C 17-100. La protection foudre doit être réévaluée et complétée pour prendre en compte les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels dans les installations classées soumises à autorisation.

L'analyse du risque foudre (ARF) identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. L'analyse du risque foudre est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications notables des installations nécessitant le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation au sens de l'article R512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude des dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation, ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union Européenne. En particulier, les composants de protection contre la foudre doivent être conformes à la série des normes NF EN

50164 : « Composants de protection contre la Foudre (CPF) » et les parafoudres sont conformes à la série des normes NF EN 61643.

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur.

Une vérification annuelle visuelle et une vérification complète tous les 2 ans sont réalisées par un organisme compétent. Les installations sont vérifiées conformément à la norme NF EN 62305-3.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées, l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérification de ses installations. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.

Si l'une des vérifications menées par l'exploitant fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

Après chacune des vérifications, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de conformité signée par lui et accompagnée de l'enregistrement trimestriel du nombre d'impacts issu du dispositif de comptage cité plus haut ainsi que de l'indication des dommages éventuels subis.

Pendant la période transitoire, les équipements de protection foudre font l'objet d'une surveillance conformément à la norme NF C 17-100.

ARTICLE 5.2.5 : ACCESSIBILITÉ DES ENGINS DE SECOURS À PROXIMITÉ DE L'INSTALLATION

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables...) pour les moyens d'intervention.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

La voie destinée aux engins d'incendie desservant les façades présente les caractéristiques suivantes :

- largeur minimum de la chaussée, bande réservée au stationnement exclue, 3 mètres,
- force portante calculée pour un véhicule de 160 kilonewtons, avec un maximum de 90 kilonewtons par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 mètres au minimum,
- rayon intérieur minimum de 11 mètres,
- surlargeur $S = 15/\text{Rayon}$ dans les virages de rayon inférieur à 50 mètres,
- hauteur libre de passage d'engin de 3,50 mètres,
- résistance au poinçonnement de 80 N/cm² sur une surface minimale de 0,20 m²,
- pente inférieure à 15% (voie engins).

ARTICLE 5.2.6 : DISPOSITIFS DE RÉTENTION ET DE CONFINEMENT DES DÉVERSEMENTS ET POLLUTIONS ACCIDENTELLES

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

« L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

« Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement routier sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 400 m³ avant rejet vers le réseau public.

Les organes de commande du bassin nécessaires aux confinements des eaux susceptibles d'être polluées doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

La vidange suivra les principes imposés par l'article 3.3.5 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

CHAPITRE 5.3 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT

ARTICLE 5.3.1 : MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'établissement doit disposer de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques, conformes aux normes en vigueur et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci, conformément à l'analyse des risques définie dans l'étude des dangers, notamment :

- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 m au plus du risque capable de fournir un débit total de 108 m³/h pendant 2 heures ;
- de robinets d'incendie armés ;
- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- d'un système de détection incendie dans les bâtiments de tri, de transit et dans le local des déchets dangereux ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

CHAPITRE 5.4 PRÉVENTION DU RISQUE

ARTICLE 5.4.1 : RISQUE INONDATION

L'exploitant met en œuvre les prescriptions imposées par le plan des risques d'inondation (PPRI) Val de Tours-Val de Luynes, approuvé le 18 juillet 2016, et notamment :

- Des consignes spécifiques définissent les modalités de suivi et mise en sécurité en cas de vigilance inondation. Ces consignes peuvent être intégrées au plan d'opération interne ou au Plan de défense contre l'incendie.
- Prévoir le stockage soit dans un récipient étanche suffisamment lesté ou arrimé par des fixations résistant à la crue, soit dans un récipient étanche situé au-dessus des PHEC
- Ancrer les citernes enterrées et les rendre aptes à résister à la pression hydrostatique correspondant aux PHEC
- Lester les citernes non enterrées ou les fixer solidement au sol à l'aide de dispositifs adéquats, ou les placer au-dessus de la cote des PHEC
- Rendre étanche les orifices de remplissage, ou positionner le débouché des tuyaux d'évents au-dessus de la cote des PHEC ;
- Les constructions doivent être aptes à résister structurellement aux remontées de nappes et à une inondation dont le niveau serait égal aux PHEC.
- Mettre en place un clapet anti-retour, dans un regard, sur la conduite d'évacuation des eaux usées afin d'éviter le reflux de celles-ci dans les bâtiments. Ce clapet doit être entretenu régulièrement.
- Mettre en œuvre pour l'alimentation électrique et courants faibles, une pose descendante (en parapluie) à partir du plafond hors d'eau. En cas d'impossibilité technique prévoir un réseau étanche. Distinguer un circuit desservant les parties hors d'eau et un circuit desservant les parties inondables, protéger ce dernier par un disjoncteur différentiel 30mA.
- Placer les équipements sensibles (coffrets électriques, machinerie d'ascenseurs ...) au-dessus des PHEC.

TITRE 6. PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

CHAPITRE 6.1 PRINCIPES DE GESTION

ARTICLE 6.1.1 PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Les déchets d'emballage visés par les articles R 543-66 à R 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les batteries sont entreposées dans des bacs ou conteneurs fermés, étanches, et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60.

Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du caractère dangereux des batteries. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques mentionnés et définis aux articles R.543-171-1 et R 543-171-2 sont enlevés et traités selon les dispositions prévues par les articles R 543-195 à R 543-200 du code de l'environnement.

ARTICLE 6.1.2 CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage des déchets sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

En tout état de cause, la durée du stockage temporaire des déchets destinés à être éliminés ne dépasse pas un an, et celle des déchets destinés à être valorisés ne dépasse pas trois ans.

ARTICLE 6.1.3 ENTREPOSAGE DES DÉCHETS

Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).

Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :

- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;
- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.

ARTICLE 6.1.4 OPÉRATIONS DE TRI DES DÉCHETS

Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination).

Dispositions particulières aux déchets d'équipements électriques et électroniques.

Les équipements de froid ayant des mousses isolantes contenant des substances visées à l'article R.543-75 du code de l'environnement sont éliminés dans un centre de traitement équipé pour le traitement de ces mousses et autorisé à cet effet.

TITRE 7. CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES **À CERTAINES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES**

CHAPITRE 7.1 ACTIVITÉS CONNEXES

ARTICLE 7.1.1 STOCKAGE DE CARBURANT ET DE GAZ

Du Gazole Non Routier (GNR) disposé dans une cuve aérienne d'environ 10 m³ et/ou de l'Ad blue sont utilisés pour uniquement le fonctionnement des engins de manutention.

ARTICLE 7.1.2 PORTIQUES DE DÉTECTION DES DÉCHETS RADIOACTIFS

L'établissement est équipé d'un système de détection de la radioactivité qui est mis en œuvre pour le contrôle systématique des déchets entrants (et sortants) et vise à vérifier l'absence de déchets radioactifs. Le seuil de déclenchement de l'alarme de ce dispositif est fixé par l'exploitant en tenant compte du bruit de fond local. Les éléments techniques justificatifs de la détermination de ce seuil de déclenchement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le seuil de déclenchement ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée par l'exploitant. Le réglage de ce seuil de déclenchement est vérifié à fréquence à minima annuelle, selon un programme de vérification défini par l'exploitant.

La vérification du bon fonctionnement du dispositif de détection de la radioactivité est réalisée périodiquement par un organisme dûment habilité. La périodicité retenue par l'exploitant doit être justifiée, elle a lieu au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier que l'équipement de détection de la radioactivité est en service de façon continue.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de vérification et de maintenance réalisées sur le dispositif de détection de la radioactivité.

À l'entrée et à la sortie du site, les chargements font l'objet d'un contrôle radiologique.

L'exploitant met en place une procédure de gestion des alarmes du dispositif de détection de la radioactivité. Cette procédure identifie les personnes habilitées à intervenir. Ces personnes disposent d'une formation au risque radiologique.

Les alarmes doivent pouvoir être instantanément identifiées par une personne habilitée à intervenir. Le cas échéant, un dispositif de report d'alarme est mis en place.

En cas de détection confirmée de radioactivité dans un chargement, le véhicule en cause est isolé sur une aire spécifique étanche, aménagée sur le site à l'écart des postes de travail permanents. Le chargement est abrité des intempéries.

L'exploitant réalise ou fait réaliser un contrôle du chargement à l'aide d'un radiamètre portable, correctement étalonné, pour repérer et isoler le(s) déchet(s) douteux. Par ailleurs, il réalise ou fait réaliser une analyse spectrométrique des déchets douteux pour identifier la nature et l'activité de chaque radioélément.

La gestion du déchet radioactif est réalisée en fonction de la période du radioélément et débit de dose au contact du déchet. Ceci peut conduire à isoler le déchet durant la durée nécessaire pour assurer la décroissance radioactive ou à demander à l'Andra de venir prendre en charge le déchet.

En cas de gestion de la source par décroissance, l'exploitant dispose d'un local fermé, situé à l'écart des postes de travail permanents, bénéficiant d'une signalétique adaptée (trèfle sur fond jaune) et de consignes de restrictions d'accès claires et bien apparentes.

L'immobilisation et l'interdiction de déchargement sur le site ne peuvent être levées, dans le cas d'une source ponctuelle, qu'après isolement des produits ayant conduit au déclenchement du détecteur. L'autorisation de déchargement du reste du chargement n'est accordée que sur la base d'un nouveau contrôle ne conduisant pas au déclenchement du détecteur.

TITRE 8. - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 8-1. - DISPOSITIONS COMMUNES

ARTICLE 8.1.1. DÉCHETS ADMIS

Outre les ordures ménagères brutes, les déchets dangereux, les déchets susceptibles de transiter dans les installations sont ceux de la liste, non exhaustive, suivante (la rubrique indiquée est celle de l'annexe II du décret du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets) :

- 15 01 01 emballages en papier/carton ;
- 15 01 02 emballages en matières plastiques ;
- 15 01 03 emballages en bois ;
- 15 01 04 emballages métalliques ;
- 15 01 05 emballages composites ;
- 15 01 06 emballages en mélange ;
- 15 01 07 emballages en verre ;
- 17 01 01 béton ;
- 17 02 01 bois ;
- 17 02 03 matières plastiques ;
- 17 04 07 métaux en mélange ;
- 17 05 04 terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03
- 17 09 04 déchets de construction et de démolition en mélange autres que ceux visés aux rubriques 17 09 01, 17 09 02 et 17 09 03 ;
- 20 01 01 papier et carton ;
- 20 01 02 verre ;
- 20 01 35/36 équipements électriques et électroniques mis au rebut ;
- 20 01 38 bois autres que ceux visés à la rubrique 20 01 37 ;
- 20 01 39 matières plastiques ;
- 20 01 40 métaux;
- 20 02 01 déchets biodégradables ;
- 20 03 01 déchets municipaux en mélange ;
- 20 03 02 déchets de marchés ;
- 20 03 03 déchets de nettoyage des rues ;
- 20 03 07 déchets encombrants.

Les déchets des ménages, des commerçants, des artisans, des collectivités et des industriels qui sont triés et/ou transitent sur le site des installations proviennent prioritairement d'Indre-et-Loire (37) puis des départements de la région et des départements limitrophes, à savoir du Cher (18), de l'Eure-et-Loir (28), de l'Indre (36), du Loir-et-Cher (41), du Loiret (45), du Maine-et-Loire (49), de la Sarthe (72), de la Vienne (86).

ARTICLE 8.1.2. DÉCHETS NON ADMIS

les déchets explosifs, radioactifs, non pelletables, pulvérulents non conditionnés, les déchets d'activités de soins, les déchets contaminés, ne devront en aucun cas être réceptionnés dans les installations.

ARTICLE 8.1.3. AIRES DE RÉCEPTION ET DE STOCKAGE

Les aires de réception des déchets et les aires de stockage des produits triés et des refus doivent être nettement délimitées, séparées et clairement signalées.

Leur dimensionnement doit être adapté aux conditions d'apport, de stockage et d'évacuation de façon à éviter tout dépôt, même temporaire, en dehors de ces aires.

Les surfaces en contact avec les résidus doivent pouvoir résister à l'abrasion et être suffisamment lisses pour éviter l'accrochage des matières.

ARTICLE 8.1.4. ACCESSIBILITÉ

Les bâtiments et les aires de stockage doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Ils sont desservis, sur au moins une face, par une voie-engin.

ARTICLE 8.1.5. EXPLOITATION

L'évacuation des déchets entreposés après tri doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires.

La prise en charge des déchets d'emballage se fait dans le cadre d'un contrat écrit, précisant la nature et les quantités de déchets. Le contrat doit viser l'agrément préfectoral, au titre du décret n°94-609 du 13 juillet 1994. En outre, dans le cas de contrats établis pour un service durable et répété, un bon d'enlèvement, précisant les quantités réelles et les dates d'enlèvement, devra être délivré à chaque cession.

Dans le cas où la valorisation nécessiterait une étape supplémentaire dans une autre installation agréée, la cession à un tiers nécessitera l'établissement d'un contrat analogue à celui indiqué supra. Le pétitionnaire devra s'assurer que le repreneur dispose de l'agrément pour la valorisation des déchets d'emballage. Si le repreneur exerce par ailleurs des activités de transport, de négoce, de courtage, le pétitionnaire devra également s'assurer que le tiers en question est titulaire d'un récépissé de déclaration relatif à ces activités.

ARTICLE 8.1.6. REGISTRES

L'exploitant tient à jour conformément à la réglementation en vigueur et notamment l'arrêté ministériel de prescriptions générales fixant le contenu des registres déchets du 31/05/2021 mentionné à l'article 1.7.1.

Les registres où sont mentionnées ces données sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 8.1.7. RÉCEPTION DES DÉCHETS

Avant réception d'un déchet, un accord commercial devra préalablement définir le type de déchets livrés.

Un bordereau de réception doit être systématiquement établi.

Le contrôle quantitatif des réceptions et des expéditions doit être effectué par un pont bascule agréé et contrôlé au titre de la réglementation métrologique.

Les déchets réceptionnés doivent faire l'objet d'un contrôle visuel systématique pour s'assurer de la conformité avec le bordereau de réception.

Une procédure particulière doit être établie et faire l'objet d'une consigne d'exploitation écrite en cas d'identification de déchets non admissibles au sein des installations. Cette consigne doit prévoir l'information du producteur du déchet,

le retour immédiat du déchet vers ledit producteur ou l'expédition vers un centre de traitement autorisé.

ARTICLE 8.1.8. TRI DES DÉCHETS

les déchets non recyclables résultant du tri doivent être éliminés dans des installations autorisées à recevoir ces déchets.

L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs doivent être conservés 5 ans.

À l'issue du tri, les produits recyclables doivent être traités dans des installations autorisées ou déclarées à cet effet, ce que l'exploitant doit pouvoir justifier.

ARTICLE 8.1.9. CONDITIONNEMENT APRÈS TRI

Les déchets triés pourront, selon leur nature, être compactés et conditionnés ou stockés en vrac.

ARTICLE 8.1.10. DÉRATISATION

L'établissement doit être tenu dans un état de dératisation permanente. Les factures des produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant 1 an.

ARTICLE 8.1.11. BILAN DES ACTIVITÉS

Un bilan des activités sera établi pour l'année n et transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année n+1.

CHAPITRE 8.2. - DÉCHETTERIE

ARTICLE 8.2.1. DÉCHETS ACCEPTES

La déchetterie pourra accueillir notamment :

- des déchets industriels et commerciaux non dangereux en mélange ou non ;
- des déchets métalliques ;
- des papiers et cartons usagés ;
- des déchets plastiques ;
- des déchets bois et déchets verts.

Elle pourra également accueillir des déchets dangereux qui seront alors transférés et stockés par des personnes habilitées et nommément désignées par l'exploitant dans le local spécifique des déchets dangereux dont les caractéristiques sont précisées au chapitre 8.5. du présent arrêté.

ARTICLE 8.2.2. IMPLANTATION

La déchetterie est implantée en extérieur.

Si une plate-forme de déchargement des véhicules est utilisée, elle est équipée de dispositifs destinés à éviter la chute d'un véhicule en cas de fausse manœuvre.

ARTICLE 8.2.3. CONTRÔLE DE L'ACCÈS

En dehors des heures d'ouverture, les installations sont rendues inaccessibles aux utilisateurs.

Les jours et heures d'ouverture ainsi que la liste des matériaux, objets ou produits acceptés, sont affichés visiblement à l'entrée de la déchetterie. Un dispositif permanent d'affichage et de signalisation précise les modalités de dépôt.

ARTICLE 8.2.4. DÉPÔTS DE DÉCHETS

Les déchets pourront être déposés directement dans des bennes, alvéoles ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie.

ARTICLE 8.2.5. CONNAISSANCE DES PRODUITS – ÉTIQUETAGE

L'affectation des différentes bennes, alvéoles ou conteneurs destinés au stockage des déchets est clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés.

ARTICLE 8.2.6. PROPRETÉ

Les bennes, alvéoles ou conteneurs sont conçus pour pouvoir être vidés et nettoyés aisément et totalement.

ARTICLE 8.2.7. ÉVACUATION DES ENCOMBRANTS, MATÉRIAUX OU PRODUITS

Un contrôle de l'état et du degré de remplissage des alvéoles, des bennes et conteneurs doit être réalisé périodiquement par l'exploitant.

Les déchets devront être périodiquement évacués vers les installations de valorisation, de traitement ou de stockage adaptées et autorisées à les recevoir.

Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité exclusive de l'exploitant.

Les documents justificatifs de cette élimination devront être annexés au registre indiquant la nature, la quantité des déchets stockés et la destination des déchets évacués vers des centres de regroupement, de traitement ou de stockage autorisés.

CHAPITRE 8.3. - TRANSIT DES ORDURES MÉNAGÈRES ET TRANSIT – TRI DE DÉCHETS INDUSTRIELS NON DANGEREUX

ARTICLE 8.3.1. IMPLANTATION

Les opérations de transit d'ordures ménagères et de tri sommaire de déchets industriels non dangereux sont réalisées dans un bâtiment de 2 492 m².

ARTICLE 8.3.2. DISPOSITIONS COMMUNES

Les caractéristiques de réaction et de résistance au feu du bâtiment, fermé, sont les suivantes :

- sol béton ;
- structure et charpente métallique ;
- toiture métallique ;
- murs :
 - béton, coupe-feu de degré 2 h, façade Sud (route de Conneuil),
 - béton sur 4 m de hauteur, surmontées par un bardage métallique, simple peau, façades Nord, Ouest et Est.

La toiture doit comporter, au moins sur 2% de sa surface, des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur). Devront être obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface sera au moins égale à 0,5% de la surface de la toiture. La commande manuelle des exutoires de fumée devra être facilement accessible depuis les issues de secours. L'ensemble de ces éléments devra être situé à au moins 4 m du mur coupe-feu.

Les commandes d'ouverture manuelle doivent être placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

ARTICLE 8.3.3. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

8.3.3.1. Transit des ordures ménagères brutes

8.3.3.1.1. Objet - capacité

Le transit d'ordures ménagères brutes a pour but de permettre la rupture de charge au cours du transport entre la zone de collecte et le centre de traitement.

La durée de séjour des ordures ne doit pas excéder 48 heures en fonctionnement normal, sauf cas exceptionnel et dûment justifié.

8.3.3.1.2. Aménagements

L'aire de réception doit être construite en matériaux très robustes, susceptibles de résister aux chocs ; elle doit être étanche et aménagée de telle sorte que les jus d'égouttage soient dirigées dans une fosse de récupération étanche dont la capacité est au moins égale à 3 m³.

La fosse de récupération des jus d'égouttage doit être vidangée aussi souvent que nécessaire notamment afin de limiter au maximum les odeurs. Les jus d'égouttage ainsi récupérés devront être traités comme des déchets.

La fosse de collecte des jus d'égouttage doit être périodiquement vérifiée. La vérification, au minimum quinquennale, doit être tracée.

Il est interdit de faire transiter des déchets non refroidis dont la température serait susceptible de provoquer un incendie ainsi que des déchets liquides, même en récipients clos.

Le tri des ordures est interdit.

L'aire de réception doit être nettoyée quotidiennement et désinfectée en tant que de besoin.

Les éléments légers qui seraient dispersés dans l'enceinte de l'établissement devront être ramassés.

Les matériels de manutention sont régulièrement entretenus.

Des dispositions sont prises pour pallier au plus vite la défaillance des engins habituellement utilisés.

Si le transport vers le centre de traitement n'est pas effectué en caisson fermé, les déchets devront être recouverts, avant leur sortie, d'une bâche ou d'un dispositif de couverture efficace.

On luttera en tant que de besoin contre les insectes par un traitement approprié.

8.3.3.2. Transit – tri de déchets industriels non dangereux

8.3.3.2.1. Aménagements

Les aires de réception doivent être construites en matériaux très robustes, susceptibles de résister aux chocs.

Les aires de réception des déchets et les aires de stockage des produits triés doivent être nettement délimitées, séparées et clairement signalées.

8.3.3.2.2. Exploitation

Il est interdit de faire transiter des déchets non refroidis dont la température serait susceptible de provoquer un incendie ainsi que des déchets liquides, même en récipients clos.

Les éléments légers qui seraient dispersés dans l'enceinte de l'établissement devront être ramassés.

Les matériels de manutention doivent être régulièrement entretenus.

Des dispositions sont prises pour pallier au plus vite la défaillance des engins habituellement utilisés.

Si le transport vers le centre de traitement n'est pas effectué en caisson fermé, les déchets en vrac devront être recouverts, avant leur sortie, d'une bâche ou d'un dispositif de couverture efficace.

On luttera en tant que de besoin contre les insectes par un traitement approprié.

CHAPITRE 8.4. - TRANSIT – TRI-CONDITIONNEMENT DE DÉCHETS MÉNAGERS ISSUS DES COLLECTES SÉLECTIVES ET DE DÉCHETS INDUSTRIELS NON DANGEREUX

ARTICLE 8.4.1. IMPLANTATION

Le transit, le tri-conditionnement des déchets ménagers issus des collectes sélectives, des Déchets Industriels Non Dangereux issus des mono-collectes sont réalisés dans un bâtiment de 3462 m², ouvert sur 1/3 de sa surface périphérique.

ARTICLE 8.4.2. COMPORTEMENT AU FEU DU BÂTIMENT

Les caractéristiques de réaction et de résistance au feu du bâtiment sont les suivantes :

- sol béton ;
- structure et charpente métallique ;
- toiture métallique ;
- parois en bardage métallique simple peau.

La toiture doit comporter au moins sur 2% de sa surface* en éléments des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur). Doivent être obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface sera au moins égale à 0,5% de la surface de la toiture. La commande manuelle des exutoires de fumée doit être facilement accessible depuis les issues de secours.

*soit 2308 m², compte tenu de la surface ouverte

ARTICLE 8.4.3. AIRES DE RÉCEPTION DES DÉCHETS

Les aires de réception doivent être construites en matériaux très robustes, susceptibles de résister aux chocs.

ARTICLE 8.4.4. EXPLOITATION

Il est interdit de faire transiter des déchets non refroidis dont la température serait susceptible de provoquer un incendie ainsi que des déchets liquides, même en récipients clos.

Les éléments légers qui seraient dispersés dans l'enceinte de l'établissement devront être ramassés.

Les matériels de manutention doivent être régulièrement entretenus.

Des dispositions sont prises pour pallier au plus vite la défaillance des engins habituellement utilisés.

Si le transport vers le centre de traitement n'est pas effectué en caisson fermé, les déchets en vrac devront être recouverts, avant leur sortie, d'une bâche ou d'un dispositif de couverture efficace.

ARTICLE 8.4.5. RÉCEPTION DES DÉCHETS

Les bennes de déchets réceptionnés doivent être triées dès leur arrivée. Les matériaux doivent être traités par filière dans la continuité de l'opération, c'est-à-dire sans stockage intermédiaire, dans des conditions normales d'exploitation.

CHAPITRE 8.5. - TRANSIT DE DÉCHETS DANGEREUX

ARTICLE 8.5.1. IMPLANTATION

Les déchets dangereux (peintures, solvants, acides et bases, etc.) sont stockés dans un local spécifique conforme aux dispositions ci-dessous.

ARTICLE 8.5.2. QUANTITÉS

La quantité totale de déchets dangereux stockés ne doit pas excéder 5 tonnes et la quantité annuelle transitant dans le local 200 tonnes.

ARTICLE 8.5.3. COMPORTEMENT AU FEU DU LOCAL

Le local présente les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimal suivantes :

- sol béton ;
- charpente métallique ;
- couverture métallique ;
- parois en bardage métallique simple peau ;
- porte métallique, pare-flamme de degré 1/2 heure.

Le local devra être équipé, en partie haute, de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanternes en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent).

Les commandes d'ouverture manuelle devront être placées à proximité des accès. Le système de désenfumage devra être adapté aux risques.

ARTICLE 8.5.4. VENTILATION

Sans préjudice des dispositions du code du travail, le local de stockage doit être convenablement ventilé pour éviter tout risque d'atmosphère explosible.

ARTICLE 8.5.5. MATÉRIEL ÉLECTRIQUE DE SÉCURITÉ

Les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation; elles doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Cependant, si les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques peuvent être constituées de matériel électrique de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendrent ni arc, ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.

ARTICLE 8.5.6. INTERDICTION DES FEUX

Il est interdit de fumer et d'apporter du feu sous une forme quelconque dans le local de stockage. Cette interdiction doit être affichée à l'entrée du local en caractères apparents.

ARTICLE 8.5.7. CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans le local de stockage. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- les précautions à prendre dans la manipulation des déchets,
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans le local,
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.

ARTICLE 8.5.8. RETENTIONS

Les stockages sont associés à une capacité de rétention conforme aux dispositions de l'article 7.5.3. du présent arrêté.

ARTICLE 8.5.9. SURVEILLANCE DE L'EXPLOITATION

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits stockés.

ARTICLE 8.5.10. APPORT DE DÉCHETS DANGEREUX

L'acceptation des déchets dangereux figurant dans la liste de déchets figurant au dossier de la demande d'autorisation est subordonnée à la mise en place d'une structure d'accueil capable d'assurer une bonne gestion de ces produits.

Tout apport de déchets dangereux fait l'objet d'une surveillance particulière. A l'exclusion des huiles et des piles, ces déchets sont réceptionnés par du personnel habilité qui est chargé de les ranger dans le local spécifique de stockage selon leur compatibilité et leur nature.

Les modalités et la nature des apports doivent faire l'objet d'une surveillance par des moyens proportionnés aux risques et à la taille de l'installation. Dans tous les cas, le local de stockage des déchets ménagers spéciaux doit être rendu inaccessible au public.

ARTICLE 8.5.11. CONNAISSANCE DES PRODUITS – ÉTIQUETAGE

Les réceptacles doivent comporter, s'il y a lieu, un système d'identification des dangers inhérents aux différents produits stockés.

TITRE 9 - DOCUMENTS A TRANSMETTRE

Article	Document (se référer à l'article correspondant)
1.5.1.	Modification des installations
1.5.5.	Changement d'exploitant
1.5.6.	Cessation d'activité
1.8.5.	Déclaration des accidents et incidents
1.8.5.	Rapport d'accident
8.1.11.	Bilan des activités de l'année n transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année n+1

TITRE 10 - DOCUMENTS A TENIR A LA DISPOSITION DE L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Article	Document (se référer à l'article correspondant)
3.3.2.	Plan des réseaux
4.2.3.	Rapport de la mesure du niveau de bruit et de l'émergence
5.2.2.	Rapport de la vérification électrique
7.1.2.	Rapport de la vérification du dispositif de détection de la radioactivité
5.3.2.	Rapport relatif aux contrôles des moyens d'intervention
8.1.6.	Registres relatifs aux entrées et sorties de déchets
8.1.10.	Factures des produits raticides ou contrat passé avec une entreprise spécialisée en dératisation

TITRE 11 : RECOURS, PUBLICITÉ, EXÉCUTION

ARTICLE 11 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS ;

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (s) de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télerecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Indre-et-Loire à l'adresse suivante : Préfecture d'Indre-et-Loire – SAIPP / Bureau de l'environnement – 15 rue Bernard Palissy 37925 TOURS CEDEX 9 ;
- un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires - Direction Générale de la Prévention des Risques – Tour Séquoia – 1 place Carpeaux – 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du code de l'environnement.

Conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

ARTICLE 12 PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Montlouis-sur-Loire et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Montlouis-sur-Loire pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Indre-et-Loire pendant une durée minimale d'un mois.

ARTICLE 13 EXÉCUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Indre-et-Loire, Monsieur le Maire de Montlouis-sur-Loire, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement-Centre-Val de Loire et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Tours, le 05/11/2024

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général adjoint,

signé

Guillaume SAINT-CRICQ